

POURQUOI UN PUBLIC EN DÉMOCRATIE ? DEWEY *VERSUS* LIPPMANN

**Présentation des textes
de Walter Lippmann,
« Le public fantôme » (1925)
et de John Dewey,
« Le public et ses problèmes » (1927)**

par Joëlle Zask¹

Le philosophe américain John Dewey (1859-1952) a été incité à écrire son texte de théorie politique le plus important, *Le public et ses problèmes* (1927), par la lecture de deux livres du journaliste, essayiste et philosophe Walter Lippmann : *Public Opinion*, qui date de 1922, et *The Phantom Public*, qui parut en 1925. Dewey voit dans ces deux livres une invitation pressante à analyser les insuffisances de la démocratie américaine, notamment à repenser les conditions auxquelles les citoyens pourraient former des jugements politiques raisonnables, cohérents et responsables. Le point de départ des deux auteurs est identique : il ne s'agit pas d'interroger la forme constitutionnelle d'une démocratie libérale, mais sa composante populaire. Sur quels pré-supposés le principe de la participation du peuple au gouvernement repose-t-il ? Ce principe est-il réellement praticable ? L'opinion publique, en tant qu'opinion du public sur les affaires publiques, peut-elle être produite ? Et si c'est le cas, quelle sera sa fonction ?

Cet angle de vue suppose qu'une opinion publique effective n'existe pas, ou qu'elle n'existe plus. Chez chacun des auteurs, raisons intellectuelles et sociales sont mobilisées afin d'expliquer, dans les termes de Dewey, « l'éclipse du public », ou dans ceux de Lippmann, son caractère « fantomatique ». Rappelons que nous sommes dans les années 1920, c'est-à-dire à une période marquée par des mutations si rapides et si radicales que le président Wilson a pu parler d'une « nouvelle ère des relations humaines » et, Graham Wallas, de l'avènement de « La Grande Société » — une notion que Lippmann et Dewey reprendront. Celle-ci désigne d'abord le monde

moderne marqué par la découverte scientifique et l'innovation technologique, l'urbanisation et la mobilité des individus, la création de grands marchés internationaux et la guerre mondiale. Mais elle exprime aussi le terrible décalage entre ce monde nouveau et les mentalités, à savoir l'ensemble des repères pratiques et des valeurs héritées d'un mode de vie principalement rural, stable et communautaire, où le jugement politique des individus se cantonnait dans le choix du tracé d'une route communale ou d'un nouvel instituteur, s'exerçant ainsi à l'égard d'objets d'emblée communs et familiers, ceux qui étaient directement « placés sous les yeux » (Jefferson) de chacun.

Dans le passé, les partisans de la composante populaire du régime représentatif ont pu justifier le pouvoir du peuple par le fait que l'intéressé sait mieux que quiconque quelle chaussure sied à son pied. Par exemple, l'architecture de la « gradation des pouvoirs » que recommandait Jefferson à tous les niveaux de l'État repose en grande partie sur cette conviction. Mais comment les citoyens d'un « vaste monde invisible » (Lippmann) pourraient-ils participer au gouvernement si aucun de leurs moyens intellectuels ou de leurs expériences ne leur permet d'accéder à la connaissance véritable des affaires communes, si l'interdépendance est tellement compliquée qu'ils ne savent pas même où situer leur communauté d'intérêt ?

Mais si Lippmann et Dewey conviennent que « l'omnicompétence du citoyen » est un mythe, s'ils savent que ni une prétendue raison naturelle, ni l'expérience commune, encore moins une sagesse innée, ne peuvent fournir la connaissance nécessaire à la formation d'opinions publiques, ils diffèrent en revanche d'une manière considérable quant aux remèdes qu'ils envisagent. Alors que Lippmann en vient à préconiser l'interposition d'un groupe d'experts entre le public et le gouvernement, Dewey, fidèle à la devise selon laquelle les maux dont souffre une démocratie ne peuvent être soulagés que par davantage de démocratie, s'attelle comme philosophe, comme éducateur et comme militant politique, à la reconstruction d'un public effectif.

Quels sont les arguments que mobilise Lippmann en faveur d'une restriction des pouvoirs du public ? On l'a vu, la complexité croissante des réalités sociales, en produisant ignorance, éloignement et indifférence, interdit la formation d'une opinion publique véritable. Les carences des jugements individuels et le comportement largement « privé » des citoyens aboutissent à menacer la possibilité même d'une solidarité politique en terme de visée du bien commun, d'action conforme à l'intérêt général, ou même, de relative unanimité. Pour comprendre cependant que Lippmann conclut des défauts du jugement politique individuel à la marginalisation souhaitable du public, il faut convoquer ses justifications d'allure plus « philosophique » : celles qui consistent, comme en témoignent les extraits présentés ici, en un ensemble de propositions générales sur la « nature » du comportement humain et de l'action politique. Il s'agit d'abord d'extrapoler les défauts des raisonnements individuels face à un monde en pleine mutation, à un défaut structurel de « l'esprit humain » ; défaut qui se décline — souvent sous l'égide de la psychologie freudienne — en primat de l'imagination, « stéréotypes », malléabilité et irrationalité. Il s'agit ensuite de réactiver l'opposition très classique entre l'*action*, propre à toute pratique politique, et la *parole*, dont l'opinion publique relèverait. Cette opposition — qui s'inspire assez

vaguement de Machiavel et de Hobbes — se traduit par la distinction tranchée entre « ceux qui accomplissent le travail du monde » et ceux qui jugent et critiquent *après coup* les premiers, voire tentent de contrôler leur action. Au total, il apparaît contraire à la nature d'un public d'agir. Dans le meilleur des cas, le public fabriquera silencieusement du consensus et critiquera de manière intermittente l'exercice du gouvernement, tandis que le travail de conseil, d'expertise et d'administration sera confié à des spécialistes à la fois savants et politiquement neutres.

Dewey convient avec Lippmann des difficultés à être pleinement le citoyen d'un État moderne. Mais les prémisses qui encadrent ses analyses sont toutes autres. D'abord, contrairement à ce qu'affirme Lippmann, la théorie dite « classique » de la citoyenneté ne repose nullement sur le principe du « citoyen compétent et souverain » mais, au contraire, sur la dissociation radicale entre les aptitudes individuelles et le droit de participation politique. Par ailleurs, si difficile que soit la formation de l'opinion publique, les questions qu'elle pose ne peuvent être laissées de côté sans que la forme démocratique de l'association libérale ne soit menacée ou détruite. Car renoncer à l'opinion publique conduit tout bonnement à priver de sens et de direction aussi bien la liberté d'association que la liberté d'expression, aussi bien l'éducation que l'information.

Parce qu'elles sont pratiques et apparemment de bon sens, les conclusions de Lippmann sont séduisantes. Par contraste, celles que Dewey envisage pour permettre au public de « sortir de son éclipse » sont « théoriques et hypothétiques » ; elles supposent le long terme, des changements intellectuels et associatifs profonds, et une théorie renouvelée de la démocratie. Mais remarquons d'emblée que le point de vue de Dewey s'est révélé beaucoup plus fertile que celui de Lippmann.

Indiquons brièvement les deux grands axes que Dewey a suivis. Tout d'abord, l'expérience de la désorganisation du public américain l'a incité à revenir sur la question de la *fonction* d'un public en démocratie. Celui-ci ne se borne pas par définition à n'être que le consommateur réactif des décisions politiques prises au sommet. Au sens passif, le public est l'ensemble des personnes dont la liberté d'agir est menacée par les effets indirects d'activités auxquelles elles ne participent pas ; et au sens actif, le public est dévolu à rétablir cette liberté par un ensemble ordonné et cohérent d'activités : en premier lieu bien sûr, prendre conscience des conséquences de l'interdépendance, puis identifier *lui-même* son intérêt, et enfin, créer par l'intermédiaire de mandataires, des institutions spéciales destinées à protéger cet intérêt. La fonction de critique et de surveillance des gouvernants à laquelle le public est habituellement borné — même par Habermas — n'est donc qu'accessoire.

Si les phases correspondant à la prise de conscience politique et à l'institutionnalisation gouvernementale ne posent pas de problème (théorique) majeur, la phase intermédiaire implique en revanche que les membres du public identifient leurs intérêts de sorte que ceux-ci puissent donner naissance à des jugements (des estimations ou des hypothèses) sur ce qui doit être fait, et que le public puisse ensuite déterminer si la mesure préconisée s'est avérée bénéfique ou non dans l'application, si le trouble qui avait donné naissance au public s'est amoindri ou pas. Bien sûr, rien de tout cela ne va de soi. C'est pourquoi, en suivant un second axe, Dewey a aussi subordonné la

reconstruction du public au développement des sciences sociales, ou, plus exactement, à la participation du public à la constitution du savoir dont dépend une société afin de vivre en paix et de se réformer. Les nombreuses réflexions éducatives et épistémologiques qui jalonnent les livres de Dewey doivent être situées dans ce cadre qui fait de l'enquête sociale une critique sociale et qui, loin d'aboutir à réserver les sciences de la société aux experts, les destine expressément à la formation de l'opinion publique, dont dépend en définitive l'organisation d'un public démocratique.

Lippmann et Dewey se font donc l'avocat de deux conceptions antagonistes du régime qu'on appelle une démocratie libérale. Ces deux conceptions n'ont cessé de s'opposer jusqu'à aujourd'hui, dans les termes d'un conflit entre les représentations du politique défendant l'autonomie des dirigeants à l'égard d'un public de toute manière incompétent et indifférent, et celles qui, au contraire, défendent une démocratie « forte » (B. Barber), à savoir participative. L'intérêt actuel de Dewey n'est pas seulement qu'il a résisté à la tentation d'un « révisionnisme » (Page et Shapiro) de la théorie de la démocratie en son temps ; c'est aussi qu'il a cherché à revaloriser la fonction des citoyens indépendamment des carcans toujours vivaces que représentent d'un côté les diverses formes de nationalisme, et de l'autre, la théorie apparemment immortelle du droit naturel.

NOTE

1. Joëlle ZASK (CNRS, Marseille) est l'auteur de *L'Opinion publique et son double* [Livre I : *L'Opinion sondée* ; Livre II : *John Dewey, philosophe du public*], Paris, L'Harmattan, 1999, ainsi que de la traduction de *The Public and its Problems* de John Dewey, qui paraîtra prochainement aux Presses universitaires de Pau/Farrago.